



Ébauche – v.2

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – CPSSP et CDPISP

Le 21 février 2018

Toronto (Ontario)

Compte rendu de décision

Présents

COPRÉSIDENTS :

Natasha Clarke
Heather Sheehy

Nouvelle-Écosse – CPSSP
EDSC/Service Canada – CPSSP

Sandra Cascadden
Francis Bilodeau

Nouvelle-Écosse – CDPIPS
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – CDPISP
(représentant Alex Benay)

MEMBRES DU CDPISP :

Kathryn Bulko
Mark Brisson
Rob Entwistle
Melanie Fraser
Terri McLeod
Randy Moulard
Curtis Naphan
Harry Turnbull
Peter Watkins
Tracy Wood
Munna Zaman

MISA central (ville de Toronto)
Alberta
ASIM Ouest (ville de Kelowna)
Ontario
Yukon
Terre-Neuve-et-Labrador
Territoires du Nord-Ouest
ASIM Est (Ville de Windsor)
Colombie-Britannique
Île-du-Prince-Édouard
Manitoba

Membres du CPSSP :

Deb Bergey
Mark Burns
Alan Doody
Claudia Ferland
Guy Gordon
Karla Hale
Michelle Herder
Rob Hinshaw
Rob Horwood
Gillian Latham
Michelle Lattimore
Christian Laverdure
Linda Maljan
Anne Matthews
Janet Nichols
Mélanie Robert
Silvano Tocchi
Darren Williams

FPSM (Région de Waterloo)
Yukon
Terre-Neuve-et-Labrador (pour Roxie Wheaton)
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Manitoba
MSDO (région de Peel)
MSDO (région de York)
Colombie-Britannique
Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Innovation, Sciences et Développement économique
Territoires du Nord-Ouest
Ontario
Anciens Combattants Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Agence du revenu du Canada
Services publics et Approvisionnement Canada



PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS CONSEILS MIXTES / CDPISP / CPSSP

Robert Devries	Ontario, coprésident du SCGI	Robert Frelich	EDSC/Service Canada, coprésident du CDI
Karin Fuller	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	Jacqueline Kiwanuka	ServiceOntario
Steve Burnett	ServiceOntario	Margo McCarthy	EDSC/Service Canada
Mary Crescenzi	EDSC/Service Canada, région de l'Ontario	Kumaran Nadesan	ServiceOntario
Dana D'Amore	ServiceOntario	David Tallan	ServiceOntario
Anik Dupont	EDSC/Service Canada, coprésident du GTND	Mary Venezia	ServiceOntario
Bernadette De Souza	Services communs de l'Ontario	Annette Vermaeten	EDSC/Service Canada, coresponsable des SAC
Chris Durham Valentino	EDSC/Service Canada	François Nault	Statistique Canada
		Krista Dewey	Statistique de l'état civil Canada – Nouvelle-Écosse
		Alexandra Schmidt	Statistique de l'état civil – Ontario

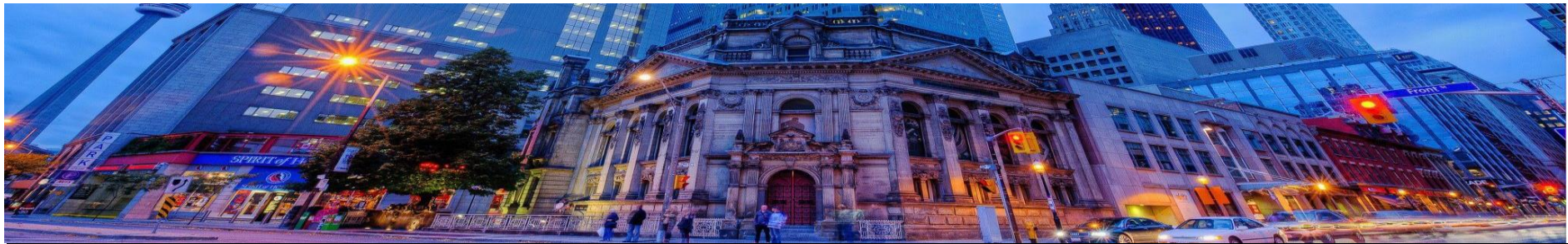
Secrétariat de l'ISAC :

Dan Batista	Maria Luisa Willan	Linda Robins	Stefania Silisteanu
-------------	--------------------	--------------	---------------------

Item	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
	Mot de bienvenue de Heather Sheehy au nom des coprésidents. Cérémonie de l'eau par l'Aînée Whabagoon et reconnaissance du territoire traditionnel.	
1.	<p><u>Questions administratives:</u></p> <p>Natasha Clarke, au nom des coprésidents du CPSSP et du CDPISP, accueille tous les membres et les observateurs à la réunion. Elle remercie Anne Matthews, David Ward et Melanie Fraser d'avoir organisé les réunions en Ontario.</p> <p><u>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne des Conseils mixtes du 4 octobre qui a eu lieu à Charlottetown (I-P-É.) (voir onglet 1A)</u></p> <p>Compte rendu de décision de la réunion des Conseils mixtes du 4 octobre 2017 adopté sans changement. Proposé par Natasha Clarke et appuyé par Linda Maljan.</p> <p><u>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 21 février 2018 (voir onglet 1B)</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 21 février 2018 est adopté. Proposé par Natasha Clarke et appuyé par Mark Brisson. Il n'y a ni commentaire ni question.</p>	<p><u>Décision no 1 :</u></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion des Conseils mixtes du 4 octobre 2017 qui a eu lieu à Charlottetown est adopté sans changement.</p> <p><u>Décision no 2 :</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 21 février 2018 est adopté.</p>



2.	<p><u>Présentateur invité de l'Ontario : Hillary Hartley, directrice du numérique, gouvernement de l'Ontario (voir onglet 2)</u></p> <p><i>La mission : améliorer les services en ligne de façon qu'ils soient plus simples, plus rapides et meilleurs pour les personnes et les entreprises.</i></p> <p>À titre de directrice du numérique de l'Ontario, Mme Hartley collabore avec les ministères du gouvernement dans la mise en œuvre de projets numériques de grande envergure. Elle contribue également à stimuler les changements à l'échelle du gouvernement, en établissant de nouvelles normes de services pour les produits numériques, en attirant et en habilitant des talents numériques recherchés, et en harmonisant les efforts des partenaires en vue d'offrir aux consommateurs la meilleure expérience numérique possible. Faciliter les interactions de la population et des entreprises avec leur gouvernement au moyen de la puissance des technologies numériques, fait partie de notre plan visant à créer des emplois, à stimuler notre économie et à améliorer la vie quotidienne de notre population.</p>	Aucune mesure de suivi n'est présentée.
3.	<p><u>Groupe de travail sur le cadre</u></p> <p><u>Vision : Permettre une fonction publique de niveau mondial par la création en commun et la collaboration.</u></p> <p><u>Appel à l'action : Centre d'attention et accélération afin de permettre aux Canadiens de bénéficier d'un gouvernement numérique.</u></p> <p><u>A) Groupe de travail sur le cadre — Mise en contexte/Analyse des lacunes</u> <i>(Voir onglets 2A et 2B)</i></p> <p>Natasha Clarke remercie les membres du Groupe de travail sur le cadre et remercie Elky Hanlon qui a assumé le rôle de leadership et aidé le groupe à faire avancer les choses. Elle remercie également les coprésidents des sous-comités et des groupes de travail qui ont formulé des commentaires sur l'analyse des lacunes. Le Groupe de travail sur le cadre cherche à obtenir l'approbation de plusieurs recommandations relatives au statut de tous les groupes de travail et à la structure de gouvernance des Conseils.</p>	<p>Mesure à prendre no 1A : Groupe de travail sur le cadre : Les membres du CDPISP discuteront à leur réunion du 22 février de la recommandation du GTC de faire la transition du Sous-comité de la gestion de l'information (GI) et du Groupe de travail sur les politiques des technologies de l'information et des communications vers les communautés de pratique. Le CDPISP fournira d'autres commentaires aux Conseils mixtes.</p> <p>Mesure à prendre no 1B : Recommandation du Groupe de travail sur le cadre que les trois priorités des Conseils mixtes – Identité numérique, Stratégie numérique et Services</p>



Décisions :

1. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre de la poursuite du travail des groupes suivants : Groupe de travail sur la collaboration liée au réseau de services du CPSSP, Communauté de pratique des services aux entreprises (en transition vers un groupe de travail), Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada des Conseils mixtes, Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI), Carrefour numérique canadien (CNC), Groupe de travail sur les avis de décès et Groupe de travail sur l'informatique en nuage du CDPISP. Les membres approuvent la recommandation du Groupe de travail sur le cadre.
2. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre de poursuivre le travail du Groupe de travail national des DPI sur la protection de l'information du CDPISP et du Sous-comité de la protection des renseignements personnels et du Comité de recherche des Conseils mixtes et de permettre aux Conseils de tirer parti de leur expertise pour faire avancer les priorités des Conseils mixtes.
3. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre visant à confier au Groupe de travail sur les approvisionnements en TI du CDPISP les activités liées aux priorités ou à la transition vers la Communauté de pratique. Kathryn Bulko, présidente des approvisionnements en TI, accueille favorablement les suggestions des membres sur les activités que ce groupe de travail peut entreprendre. Pour l'instant, il demeure un groupe de travail et non une CdP.
4. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre pour que les Conseils mixtes mettent fin au Groupe de travail sur le décalage de canal du CPSSP et au Sous-comité sur le mappage des services des Conseils mixtes. Les membres approuvent la recommandation du Groupe de travail sur le cadre.
5. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre que les trois priorités des Conseils mixtes – Identité numérique, Stratégie numérique et Services axés sur les clients – soient officialisées dans des groupes de travail (coprésidés par les responsables actuels) et qu'un appel officiel à participation soit lancé aux Conseils mixtes pour aider à faire avancer le travail.
6. Recommandation du Groupe de travail sur la structure de groupe liée à ce qu'est un comité ou un groupe de travail par rapport à la communauté de pratique. Les membres sont d'accord pour que ces critères soient utilisés lors de l'approbation des futurs groupes des Conseils.

axés sur les clients – soient officialisées dans des groupes de travail (coprésidés par les responsables actuels) et qu'un appel officiel à participation soit lancé aux Conseils mixtes pour aider à faire avancer le travail.

Mesure à prendre no 1C : Recommandation du Groupe de travail sur le cadre que les travaux du Sous-comité de la gestion de l'identité (SCGI) et du Carrefour numérique du Canada (CNC) se poursuivent, avec le Groupe de travail sur l'identité numérique exerçant une surveillance pour assurer l'harmonisation avec la feuille de route sur l'identité. Le Secrétariat de l'ISAC informera les coprésidents du CDGI et du CNC de cette décision.

Mesure à prendre no 1D : Recommandation du Groupe de travail sur le cadre selon laquelle chaque groupe des Conseils (Conseils mixtes, CPSSP ou CDPISP) devrait avoir 1. Cadre de référence, 2. un plan de travail approuvé par les Conseils, 3. des réunions régulières et 4. au moins un coprésident membre des Conseils.

Mesure à prendre no 1E :
Le Groupe de travail sur le cadre élaborera des lignes directrices ou un « aide-mémoire » pour l'approbation des Conseils afin de veiller à la création du bon type de groupe, au besoin. L'aide-mémoire doit inclure la carte de gouvernance de tous les groupes.



7. Recommandation du Groupe de travail sur le cadre selon laquelle chaque groupe des Conseils (Conseils mixtes, CPSSP ou CDPISP) devrait avoir 1. Cadre de référence, 2. un plan de travail approuvé par les Conseils (Conseil duquel le groupe relève) sur une base semestrielle, 3. des réunions régulières, et 4. Avec au moins un (1) coprésident étant un membre des Conseils.

Rétroaction des membres :

- On suggère que les groupes de travail et les sous-comités soient liés aux priorités des Conseils mixtes, qu'ils mettent l'accent sur ces trois priorités et qu'ils s'engagent davantage à les respecter.
- Rob Frelich exprime son appui à la recommandation selon laquelle le CNC et le CDGI devraient travailler aux termes du Groupe de travail sur l'identité numérique pour améliorer l'efficacité et l'harmonisation.
- Natasha Clarke déclare que les groupes de travail travailleront avec les responsables des priorités à l'élaboration de la feuille de route pour chaque priorité afin de faire avancer ce travail. Natasha rappelle aux membres que le modèle logique a été créé pour établir les priorités des Conseils mixtes, soit la définition des objectifs à court terme pour contribuer à l'atteinte des objectifs à long terme. Le modèle logique doit être un document évolutif qui maintient ce travail axé et aligné sur la vision et l'appel à l'action des Conseils. Natasha fait savoir qu'il y aura une discussion à la réunion de septembre sur le rôle futur du Groupe de travail sur le cadre.

B) Groupe de travail sur le cadre – Stratégie numérique (voir onglet 2C)

Guy Gordon et Mark Burns font le point sur le travail lié à la priorité de la Stratégie numérique, y compris l'examen des résultats de l'analyse récente des stratégies numériques à l'échelle du pays. Les responsables de la stratégie numérique indiquent que le groupe cherche à obtenir l'approbation des prochaines étapes proposées :

- Travailler avec les Conseils mixtes pour définir leur rôle au sujet de la Stratégie numérique pancanadienne
- Recueillir et partager des outils et des ressources relatifs à la Stratégie numérique

Mesure à prendre no 1F : Groupe de travail sur le cadre : Les responsables des priorités en matière de stratégie numérique, d'identité numérique et de services axés sur les clients élaboreront des plans de travail pour faire progresser davantage le travail et rempliront les activités liées aux objectifs à court terme du modèle logique.

Mesure à prendre no 1G :

Le Groupe de travail sur le cadre fera un retour sur la téléconférence/réunion des Conseils mixtes pour proposer une approche recommandée pour opérationnaliser le travail du Groupe de travail sur le cadre.

Mesure à prendre no 2A :

Stratégie numérique : Chaque administration élaborera ses propres principes numériques et les préparer pour la prochaine réunion en



Présentation sur les principes numériques du Canada (voir onglet 2D)

Francis Bilodeau, SCT, donne un aperçu des principes numériques du Canada. Il mentionne que le SCT sollicite la rétroaction des membres sur les principes numériques et que les commentaires des membres aideront à façonner la version finale qui sera présentée au Canada (pour adoption pancanadienne) et avec des partenaires internationaux.

Rétroaction des membres :

- Il est suggéré que si les Conseils appuient les principes numériques, cela offre une occasion de se réunir en tant que pays (montrant un front uni). De plus, cela permettrait aux Conseils de communiquer avec d'autres tables comme les greffiers et les secrétaires du Cabinet et la Table des SM FPT pour faire avancer les travaux. Les principes numériques constituent un point de départ et une occasion de normalisation entre les administrations pour une langue commune et une meilleure harmonisation.
- La valeur des principes numériques est de placer les clients au centre – les choses pratiques que nous pourrions faire, le processus d'élaboration et de prestation de quelque chose qui fonctionne pour toutes les administrations, assurer l'harmonisation; l'adoption des principes numériques en tant que Conseils donne l'occasion de faire quelque chose réalisable; créer un espace de collaboration.
- La Table des SM FPT encourage les administrations à éviter le double emploi – le système de jumelage – une façon de s'aider mutuellement à incubier des idées.
- On fait remarquer que même si les membres du Conseil adoptent le voyage numérique, la question est de savoir comment nous pouvons accélérer ce travail et avoir une plus grande harmonisation à l'échelle du Canada. Comment pouvons-nous nous unir et nous assurer que chaque administration a des principes numériques et que ceux-ci sont harmonisés partout au pays?
- Il est important pour les Conseils de faciliter la conversation interne sur ce sujet et de donner aux administrations l'occasion de partager leur « histoire ».

personne du 26 septembre. Les membres procéderont à un examen collectif de tous les principes numériques pour en vérifier la concordance.

Mesure à prendre no 2B : Stratégie numérique : Les membres des Conseils mixtes sont autorisés à utiliser les principes numériques du SCT pour orienter le travail des Conseils et de tous les groupes de travail et comités. Les responsables de la Stratégie numérique dirigeront ce travail et continueront à travailler avec les Conseils mixtes pour définir le rôle lié à la stratégie numérique pancanadienne.



- On se demande pourquoi chaque administration doit élaborer ses propres principes numériques plutôt que d'appuyer les principes numériques présentés par le SCT.
- C'est un point de départ; nous avons besoin du cadre pour lancer la conversation, il y a différentes interprétations de ce que signifie le numérique partout au pays, nous faisons des affaires de différentes façons, mais avec le même objectif.
- Bien que l'accent soit mis sur le numérique, certaines collectivités vulnérables n'ont pas accès aux services numériques, ce n'est donc pas la seule façon de le faire. Nous avons encore besoin de services non numériques.
- On suggère que les Conseils envisagent les étapes suivantes :
 1. Chaque administration doit utiliser les principes numériques du Canada comme point de départ et passer par le processus de création de ses propres principes numériques et de les partager avec les Conseils.
 2. Les Conseils doivent examiner tous les principes numériques à l'échelle du pays et rédiger une version collective des principes numériques en tant que Conseils mixtes qui reflètent tous les ordres de gouvernement et toutes les administrations.

On demande ce qui suit aux Conseils mixtes :

- Les Conseils peuvent-ils adopter les principes numériques du Canada en tant que document évolutif et le revoir une fois que nous aurons reçu la rétroaction de toutes les administrations?
- Comment les Conseils peuvent-ils appuyer et permettre à chaque administration d'élaborer ses propres principes numériques et de fournir de l'expertise à ce processus (en partageant ces principes au fur et à mesure qu'ils sont établis et en veillant à ce qu'ils soient harmonisés à l'échelle pancanadienne)?
- On demande ce que cela signifie pour les cinq principes du modèle logique par rapport aux principes numériques du Canada.

Natasha Clarke précise que les principes du modèle logique servent à guider le travail des Conseils; les principes numériques portent davantage sur *la façon dont nous faisons le travail*.



Décision :

8. Les membres des Conseils mixtes sont autorisés à utiliser les principes numériques SCT pour orienter le travail des Conseils et de tous les groupes de travail et comités.

Chaque administration est chargée d'élaborer ses propres principes numériques et de les préparer pour la prochaine réunion en personne du 26 septembre. Les membres procéderont à un examen collectif de tous les principes numériques pour en vérifier la concordance. Les responsables de la Stratégie numérique doivent contribuer à ce travail et continuer à travailler avec les Conseils mixtes pour définir le rôle lié à la stratégie numérique pancanadienne.

C) Groupe de travail sur le cadre – Identité numérique

Présentation par les Conseils de la statistique de l'état civil pour le Canada

Aperçu des travaux des Conseils de la statistique de l'état civil pour le Canada en ce qui concerne les travaux des Conseils sur l'identité numérique. Krista Dewey et Alexandra Schmidt font une présentation sur ce point (voir onglet 2E). François Nault est également présent à la réunion.

Aucune mesure de suivi n'a été relevée dans cette présentation.

Rapport d'étape sur les cinq composantes de la feuille de route nécessaires pour accélérer la gestion de l'identité au Canada

Jackie Stankey et Keleigh Annau (*par téléconférence*) font une présentation sur le travail actuel du groupe, qui comprend également une mise à jour sur le travail du Sous-comité de la gestion de l'identité (SCGI) par Rob Devries et sur le Carrefour numérique canadien par Robert Frelich. (Voir onglet 2F)

Rétroaction des membres :

Mesure à prendre no 3A : Les responsables de l'identité numérique rendront compte du travail lié au volet de la politique et de la gouvernance et à la création d'un sous-groupe sur la politique publique (dynamique publique-privée) et fourniront l'énoncé des travaux sur ce qu'il y a à faire dans ce secteur aux fins d'examen par les membres.

Mesure à prendre no 3B : Les responsables de l'identité numérique créeront une trousse d'outils de communication pour la gestion de l'identité qui comprendrait les produits livrables cibles suivants : Tout sur l'identité (concepts d'identité de base), histoire de l'identité du Canada, répercussions des différentes approches de la gestion de l'identité, maintien de la « Feuille de route pour l'avancement de la gestion de l'identité », plateforme de partage des artefacts et « qu'est-ce qui nous a échappé? ». Les responsables de l'identité numérique sont à préparer une proposition de



- Mélanie Robert demande des précisions sur la recommandation des responsables de l'identité numérique de créer un groupe de travail sur la politique et la gouvernance. Elle indique que ce qui est proposé pour ce nouveau groupe est semblable à ce sur quoi travaille le groupe de travail actuel sur le gouvernement ouvert afin qu'il y ait une occasion de travailler ensemble. Elle suggère de communiquer avec les responsables de l'identité numérique à ce sujet.
- Les membres sont généralement d'accord pour créer un sous-groupe dans le cadre des travaux sur l'identité numérique en matière de politique et de gouvernance et ne pas créer un nouveau groupe de travail des Conseils.
- Rob Devries exprime son appui à cette initiative axée sur la politique et la gouvernance. Il fait remarquer qu'il semble y avoir un élément manquant dans la discussion sur la gestion de l'identité; quelle est la position du gouvernement sur la façon dont l'identité est créée et utilisée? Il y a différents modèles au pays et il faut comprendre le rôle du gouvernement. Il suggère également que l'identité numérique mène à une plus grande clarté quant au problème que nous essayons de résoudre.

Jackie Stankey est d'accord et souligne que dans le cadre de la feuille de route sur l'identité numérique, il y a du travail à faire sur la gouvernance. Elle se regroupera avec son équipe et fera rapport aux Conseils sur la façon de gérer cela, ainsi que sur la façon dont le secteur privé et le secteur sans but lucratif (c.- à- d. le DIACC) seront consultés et mobilisés.

- Jackie Stankey indique également que les responsables de l'identité numérique ont commencé à élaborer la feuille de route et à poursuivre l'excellent travail sur le Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité, mais qu'il y a des éléments qu'ils n'ont pas encore abordés, comme la politique sur les responsabilités des secteurs public et privé et la façon de s'engager. Elle mentionne que le travail sur l'identité numérique bénéficie de l'appui de la Table des SM FPT.

Jackie Stankey souligne que le groupe demande des fonds aux Conseils pour embaucher un consultant afin de faire avancer ce travail et aussi pour vérifier l'harmonisation avec d'autres initiatives. L'équipe de l'identité numérique de l'Alberta a rencontré l'équipe du Manitoba pour voir s'il y a une synergie et travailler à l'ISAC pour trouver des ressources pour cette activité.

financement (y inclure la portée des travaux) et à en faire rapport aux Conseils mixtes dans le cadre d'une téléconférence à venir.

Mesure à prendre no 3C : Les responsables du Carrefour numérique canadien (Robert Frelich et Arlene Williams) feront rapport aux Conseils mixtes sur les projets pilotes du CNC à la prochaine réunion en personne à l'automne.

Mesure à prendre no 3D : Les responsables de l'identité numérique fourniront une feuille de route à jour assortie d'échéanciers (tous les volets de travail, y compris le SCGI, le CNC, etc.) à la prochaine réunion des Conseils mixtes.



- Les membres sont généralement d'accord quant à ce que les responsables de l'identité numérique rendent compte du travail lié au volet de la politique et de la gouvernance et à la création d'un sous-groupe sur la politique publique (dynamique publique-privée) et de fournir l'énoncé des travaux sur ce qu'il y a à faire dans ce secteur aux fins d'examen par les membres.
- Les responsables de l'identité numérique doivent créer une trousse d'outils de communication pour la gestion de l'identité qui comprendrait les produits livrables cibles suivants : Tout sur l'identité (concepts d'identité de base), histoire de l'identité du Canada, répercussions des différentes approches de la gestion de l'identité, maintien de la « Feuille de route pour l'avancement de la gestion de l'identité », plateforme de partage des artéfacts et « qu'est-ce qui nous a échappé? ». Les responsables de l'identité numérique sont à préparer une proposition de financement (y inclure la portée des travaux) et à en faire rapport aux Conseils mixtes dans le cadre d'une téléconférence à venir.

Jackie Stankey souligne que le groupe serait heureux de recevoir l'appui des membres des Conseils mixtes pour la rédaction de la DP pour ce travail. Natasha Clarke et Robert Devries ont offert de l'aide pour rédiger la proposition relative à la DP sur la priorité d'identité numérique. La proposition sera soumise à l'approbation des membres des Conseils mixtes.

Jackie Stankey indique que les responsables de l'identité numérique mettront à jour la feuille de route et en feront rapport à la prochaine réunion en personne.

À la suite de la mise à jour par Robert Frelich sur les travaux du Carrefour numérique du Canada, il a indiqué que le CNC fera rapport aux Conseils mixtes sur les projets pilotes du CNC à la prochaine réunion en personne à l'automne.

D) Priorité des Conseils mixtes : Services axés sur les clients

Ron Hinshaw (au nom de Bev Dicks, C.- B.) et Annette Vermaeten font le point sur le travail lié aux services axés sur la clientèle (voir onglet 2G)

Mesure à prendre no 4 : Les responsables des services axés sur les clients mettront à



	<p>jour le modèle de maturité des services intergouvernementaux axés sur les clients en tenant compte des commentaires des membres à la réunion de février et faciliteront l'élaboration d'initiatives axées sur la clientèle avec les partenaires intéressés.</p>
<p>4. Groupe de travail sur les avis de décès (GRAD) – Rapport d'étape (mise à jour verbale)</p> <p>Anik Dupont, coprésidente du Groupe de travail sur les avis de décès, présente un rapport d'étape sur le travail du groupe. Elle indique que le groupe de travail travaille à la phase II du plan sur les avis et les actes de décès. Elle est heureuse que la phase I du plan ait été adoptée par les Conseils mixtes, tel qu'il a été présenté à la réunion d'octobre 2017 à l'Î.- P.- É. Pendant que la phase II est toujours en cours, le groupe élabore une proposition à présenter aux Conseils mixtes pour la</p>	<p>Mesure à prendre no 5A : Les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès enverront un appel de participation aux membres pour obtenir de l'aide ou de l'intérêt au sujet de l'élaboration d'un regroupement de services en matière de deuil (par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC). Les coprésidents du</p>



prochaine phase de ces travaux. Mark Healy de Terre-Neuve (*par téléconférence*) ajoute que l'équipe travaille avec Service Canada sur le plan et les statistiques de l'état civil, faisant preuve de diligence raisonnable dans l'analyse de rentabilisation avec les fournisseurs, rencontrant les intervenants afin de recueillir de l'information (directeurs de funérailles et autorités); le groupe mettra sur pied un plan de projet au cours des prochaines semaines.

Anik Dupont déclare que la deuxième série de travaux liés à la phase II du plan est celle des entrevues avec les clients. Davis Piers a été embauché pour élaborer la phase II du plan. Une grande partie de ce travail consiste à interviewer des Canadiens de partout au pays au sujet de leur expérience récente lors de l'enregistrement du décès d'un être cher. Cette partie du travail devrait être terminée d'ici la fin de mars; elle a été une expérience enrichissante avec des points saillants. Les citoyens interrogés sont heureux et surpris que le gouvernement ait pris le temps de les rencontrer pour leur parler de leurs expériences et de l'objectif d'améliorer ce processus à l'avenir. Le groupe attend un rapport de Davis Pier d'ici la fin de mars ou la mi-avril. Il y a aussi des discussions sur la création d'un regroupement de services en matière de deuil et la collaboration. L'objectif est d'élaborer quelque chose d'utile pour les citoyens – être en mesure d'effectuer toutes les transactions en un seul endroit.

Anik Dupont indique que le Groupe de travail sur les avis de décès fera rapport aux Conseils mixtes au sujet d'un projet de pensée conceptuelle visant à amener des personnes des administrations à travailler sur un regroupement de services en matière de deuil. Comment pouvons-nous résoudre cela pour les citoyens? Nous présenterons une proposition pour la prochaine phase de ce travail; nous voulons nous affirmer et travailler à ce qui est tangible et à ce que les administrations soient en mesure de mettre à l'essai et de mettre en œuvre ce projet.

Rétroaction des membres :

- Ron Hinshaw ajoute qu'à la veille de passer à la troisième phase de ce travail, il est important d'examiner les possibilités de prototypes. La présentation précédente du modèle de maturité (services axés sur les clients) peut nous aider à faire avancer les choses.
- Sandra Cascadden demande comment nous pouvons procéder plus rapidement. Qu'est-ce qui est nécessaire, quelles sont les ressources nécessaires?

GTAD feront rapport aux Conseils mixtes de la proposition du forfait de deuil.

Mesure à prendre no 5B : Les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès présenteront les résultats du travail lié à la phase II du projet d'enregistrement et d'avis de décès lors d'une téléconférence à venir (le projet devrait être terminé à la fin d'avril 2018).



- Heather Sheehy déclare que les greffiers et les secrétaires du Cabinet ont demandé d'accélérer ce travail et souligne l'importance de faire état des progrès. En ce qui concerne le regroupement des services en matière de deuil, elle suggère d'envisager des options comme le Centre d'accélération d'EDSC pour accélérer les choses.
- Anik Dupont mentionne qu'un appel à l'action est nécessaire pour le regroupement des services en matière de deuil. Nous avons la capacité de le faire, mais nous avons besoin de participation. On convoquera les administrations et les tierces parties, comme la profession médicale, les avocats et les directeurs de funérailles, etc. afin de créer conjointement un regroupement de services en matière de deuil. Le Centre d'accélération facilite la pensée conceptuelle quant à la mise en œuvre. C'est une excellente façon de rassembler les gens pour résoudre les problèmes et cela connaît beaucoup de succès. Le travail pourrait se faire en quelques mois ou plus rapidement si possible. Nous distribuerons la proposition/notre plan sur la façon dont le processus fonctionnerait, le type de participation requis et nous acheminerons le travail vers certaines administrations pour aider à faire progresser le travail. C'est flexible, et nous pouvons obtenir une participation accrue et les résultats dont nous avons besoin.
- Annette Vermaeten mentionne que des travaux ont été effectués sur le regroupement de services en matière de deuil il y a quelques années. Un aperçu des points de contact a été élaboré et, bien que désuet, ce travail pourrait être revu comme point de départ.
- Natasha Clarke déclare qu'en 2009, le regroupement de services en matière de deuil était une priorité et qu'il y a des administrations qui pourraient partager ce qu'elles ont. La feuille de route est très importante et, pour notre Table, l'engagement avec les citoyens est le plus important; ce serait un message convaincant à transmettre à nos sous-ministres. On suggère que le GTAD termine le travail actuel sur la phase II, examine les conclusions tirées de ce travail et que le groupe prépare une proposition pour la prochaine phase de ce travail et inclue la pensée conceptuelle.

Il est convenu que les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès envoient un appel de participation aux membres pour obtenir de l'appui ou de l'intérêt au sujet de l'élaboration d'un regroupement de services en matière de deuil (par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC). Les coprésidents du GTAD feront rapport aux Conseils mixtes de la proposition du forfait de deuil.



	<p>Les coprésidents du Groupe de travail sur les avis de décès présenteront les résultats du travail lié à la phase II du projet d'enregistrement et d'avis de décès lors d'une téléconférence à venir (le projet devrait être terminé à la fin d'avril 2018).</p>	
5.	<p>Table des sous-ministres FPT sur la collaboration relative à la prestation de services (onglet 4)</p> <p>Natasha Clarke et Annette Vermaeten, Secrétariat de la Table des SM FPT, font le point sur les progrès qui seront soulignés par la Table des SM FPT aux greffiers ce printemps (à confirmer). (Voir onglet 4)</p> <p>On recommande la création d'un groupe de travail pour aider à élaborer une réponse (lettre d'appui) de la Table des SM FPT aux greffiers sur leur Déclaration sur l'innovation dans le secteur public.</p> <p><u>Rétroaction des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Heather Sheehy souligne qu'il s'agit d'une occasion de tirer parti de ces tables pour appuyer le travail des Conseils. En particulier, démontrer notre engagement envers le service; démontrer le bon travail qui se fait ici et rendre notre travail plus visible. Heather indique qu'EDSC serait heureux d'avoir quelqu'un au sein de ce groupe de travail pour rédiger une lettre d'appui. • Mélanie Robert suggère de montrer ce que les Conseils ont fait, en énonçant les prochaines étapes, ce serait puissant, au lieu d'une autre aspiration. • Linda Maljan demande si quelqu'un sait ce que les sous-ministres recherchent; c'est une excellente déclaration, mais il faut savoir ce qu'ils veulent pour que nous puissions y travailler. • Natasha Clarke insiste sur l'importance de répondre afin de montrer notre appui aux sous-ministres – comment pouvons-nous les appuyer et tirer parti du travail de ces tables, les sensibiliser à nos propres défis, discuter de questions de gouvernance, tant d'acteurs dans ce domaine et nous avons une occasion de collaboration. 	<p>Mesure à prendre no 6A :</p> <p>Table des SM FPT : Les coprésidents des Conseils mixtes conviennent de rédiger une lettre d'appui au nom de la Table des SM FPT, avec l'appui des Conseils mixtes, aux greffiers et aux secrétaires du Cabinet au sujet de la récente Déclaration des greffiers sur l'innovation dans le secteur public. La lettre comprendra les activités et les obstacles actuels des conseils. On suggère l'idée d'un bulletin ou d'utiliser des principes de conception comme possibilité de modifier sa présentation. Les coprésidents du CPSSP et du CDPISP discuteront de l'approche et confirmeront les prochaines étapes.</p> <p>Mesure à prendre no 6B : Table des SM FPT : Les coprésidents des Conseils mixtes conviennent de créer un groupe de travail pour aider à rédiger une lettre d'appui pour la Table des SM FPT. Une invitation aux membres sera envoyée au nom des coprésidents des Conseils mixtes.</p>



	<ul style="list-style-type: none"> Sandra Cascadden suggère de montrer aux sous-ministres et aux greffiers ce que nous faisons, de demander de l'aide là où nous avons des problèmes, de présenter les activités actuelles afin de réaliser des progrès dans l'ensemble des administrations. Il faut rédiger une lettre d'appui et peut-être qu'un groupe de travail pourrait aider à la rédiger. En leur donnant également l'occasion de formuler des commentaires et de mieux comprendre notre travail. La notion de bulletin est suggérée. Il y a une belle occasion de travailler au grand jour. <p>Les coprésidents des Conseils mixtes conviennent de rédiger une lettre d'appui au nom de la Table des SM FPT, avec l'appui des Conseils mixtes, aux greffiers et aux secrétaires du Cabinet au sujet de la récente Déclaration des greffiers sur l'innovation dans le secteur public. La lettre comprendra les activités et les obstacles actuels des conseils. On suggère l'idée d'un bulletin ou d'utiliser des principes de conception comme possibilité de modifier sa présentation. Les coprésidents du CPSSP et du CDPISP discuteront de l'approche et confirmeront les prochaines étapes.</p> <p>Les coprésidents des Conseils mixtes conviennent de créer un groupe de travail pour aider à rédiger une lettre d'appui pour la Table des SM FPT. Une invitation aux membres sera envoyée au nom des coprésidents des Conseils mixtes.</p>	
6.	<p>Sous-comité de la protection des renseignements personnels des Conseils mixtes – (voir onglet 4)</p> <p>Chad Hoskins, président du Sous-comité de la protection des renseignements personnels, et Rhianna Begley (par téléconférence) présentent un rapport d'étape sur les travaux du Sous-comité de la protection des renseignements personnels et sur la façon dont ce comité peut aider à appuyer et à faire progresser les priorités des Conseils.</p> <p><u>Rétroaction des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Sandra Cascadden salue le travail du Sous-comité de la protection des renseignements personnels sur l'accès à la vie privée. Elle suggère d'établir un lien entre le travail de la protection des renseignements personnels et l'accès au travail de gestion de l'identité. Aussi le 	<p>Mesure à prendre no 7 : Le Sous-comité de la protection des renseignements personnels fera rapport aux Conseils mixtes sur demande d'information sur la rationalisation de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et le lien entre les travaux de ce groupe et la priorité sur l'identité numérique et les travaux entourant la cybersécurité et le Groupe de travail sur l'informatique en nuage.</p>



	<p>travail sur la protection des renseignements personnels, du point de vue de la cybersécurité au travail de la cybersécurité et avec le Groupe de travail sur l'informatique en nuage; possibilité de relier les points entre le Sous-comité de la protection des renseignements personnels et d'autres groupes. Sandra demande comment simplifier les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée; le groupe sur la protection des renseignements personnels peut-il nous aider à cet égard? Y a-t-il un coût?</p> <p>Rhianna Begley répond que le Sous-comité de la protection des renseignements personnels peut explorer cette idée plus à fond et voir ce qui est disponible dans d'autres administrations, faire une analyse des pratiques exemplaires des administrations et faire rapport aux Conseils mixtes.</p> <ul style="list-style-type: none"> Francis Bilodeau s'intéresse au travail sur l'accès à la vie privée; il mentionne que le SCT travaille actuellement à la Loi sur l'accès à l'information dans la mesure où il partage de l'information entre les administrations au sujet des pratiques exemplaires. De l'intérêt est également accordé à l'harmonisation des processus opérationnels, aux pratiques exemplaires liées aux processus opérationnels, à la façon de les gérer et aux choses que nous pourrions apprendre les uns des autres. Enfin, de l'intérêt est accordé à l'environnement; gérer les attentes quotidiennes claires, le volume d'information, les exigences techniques et les documents devant être dans les deux langues et accessibles. <p>Le Sous-comité de la protection des renseignements personnels fera rapport aux Conseils mixtes sur demande d'information sur la rationalisation de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et le lien entre les travaux de ce groupe et la priorité sur l'identité numérique et les travaux entourant la cybersécurité et le Groupe de travail sur l'informatique en nuage.</p>	
7.	<p><u>Autres affaires:</u></p> <p>A) Mesures de suivi des Conseils mixtes tirées de réunions précédentes (onglet 5A). Incluses dans le cartable aux fins d'information seulement. Il n'y a ni commentaire ni question.</p> <p>B) Annonce du Prix de leadership Heintzman 2017 de l'ISAC</p> <p>Karla Hale annonce que la lauréate du Prix de leadership Heintzman 2017 est Bette-Jo Hughes, ancienne membre du CPSSP et coprésidente du CDPISP. Elle mentionne que Bette-Jo recevra son prix au dîner officiel des Conseils à l'automne. Karla mentionne qu'au dîner officiel des</p>	



	<p>Conseils mixtes du 21 février, Frank D'Onofrio recevra son Prix de leadership Heintzman 2016. Les membres recevront le lien pour soumettre une candidature au Prix de leadership Heintzman 2018 après la réunion.</p> <p>C) Heather Sheehy indique que la prochaine réunion en personne des Conseils mixtes aura lieu à Whitehorse du 25 au 27 septembre 2018.</p> <p>D) Heather Sheehy indique que les rapports d'étape des sous-comités et des groupes de travail des Conseils mixtes sont inclus dans le cartable de la réunion à titre d'information seulement.</p> <p>Heather Sheehy remercie les membres de l'Ontario d'avoir été des hôtes formidables et de leur accueil chaleureux. Les coprésidents remercient les membres et les observateurs de leur participation à la réunion.</p>	
	<p><i>La réunion est levée à 17 h, HNE.</i></p>	